

**Assemblée générale**

Soixante-quatorzième session

Documents officiels

Distr. générale
14 janvier 2020
Français
Original : anglais

Troisième Commission**Compte rendu analytique de la 2^e séance**Tenue au Siège, à New York, le mardi 1^{er} octobre 2019, à 15 heures*Président* : M. Braun (Luxembourg)**Sommaire**Point 25 de l'ordre du jour : Développement social (*suite*)

- a) Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale (*suite*)
- b) Développement social, y compris les questions relatives à la situation sociale dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à la famille (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible à la Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).



La séance est ouverte à 15 heures.

Point 25 de l'ordre du jour : Développement social
(suite) (A/74/184)

a) Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale (suite)
(A/74/135 et A/74/205)

b) Développement social, y compris les questions relatives à la situation sociale dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à la famille (suite) (A/74/61-E/2019/4, A/74/133, A/74/170 et A/74/170/Corr.1, A/74/175 et A/74/206)

1. **M^{me} Hallsdóttir** (Islande), s'exprimant en tant que déléguée de la jeunesse, déclare que la volonté politique d'inclure les jeunes s'est accrue ces dernières années en Islande, les décideurs ayant pris conscience de la nécessité de faire participer les jeunes, de les consulter et d'utiliser leurs compétences. Toutefois, des progrès restent à faire dans de nombreux domaines, car il n'existe pas de politique nationale en faveur de la jeunesse, et les lois actuelles empêchent les jeunes de moins de 18 ans de présenter leur candidature aux conseils d'administration d'organisations et de participer à la démocratie. Trop souvent, la participation des jeunes n'est qu'un geste symbolique et leur voix n'est pas réellement entendue, ce qui les dissuade de s'impliquer davantage. Leur participation ne doit pas réduite à une simple stratégie de relations publiques ; les jeunes contribuent à la société et peuvent être un moteur du progrès social.

2. Au cours de l'année écoulée, les jeunes ont fait preuve de leadership en s'attaquant aux problèmes les plus urgents auxquels le monde fait face. Ces derniers mois, les enfants et les jeunes d'Islande ont rejoint le mouvement de grève scolaire suivi chaque vendredi par des millions de personnes à travers le monde. En faisant front commun, les jeunes adressent un message très clair aux dirigeants mondiaux : toutes les personnes et toutes les nations doivent assumer leur rôle dans la résolution de la crise climatique. Les États Membres devraient s'engager en faveur de la coopération internationale, choisir l'ouverture plutôt que l'isolement et agir de manière solidaire tout en reconnaissant l'importance de la participation des jeunes. Alors que ces derniers sont déjà un groupe marginalisé, certains d'entre eux subissent de multiples formes de discrimination.

3. Si elle est souvent considérée comme le pays le plus avancé au monde en matière d'égalité des genres, l'Islande n'est toujours pas parvenue à une pleine

égalité en la matière. Dans le cadre du mouvement #MeToo contre la violence fondée sur le genre, les islandaises ont fait part des innombrables actes de violence et de harcèlement sexuels dont elles sont victimes, mettant ainsi en lumière l'ampleur encore considérable de cette violence dans la société.

4. À l'échelle mondiale, une femme sur trois a subi des violences sexuelles ou domestiques, des millions de filles ne sont pas scolarisées et, chaque minute, 23 fillettes sont mariées. Il y a également eu des réactions hostiles envers la santé et les droits des femmes en matière de sexualité et de procréation. Les droits pour lesquels les femmes se sont battues avec acharnement sont aujourd'hui menacés par des personnes qui ne reconnaissent pas aux femmes le droit de disposer de leur vie et de leur corps. Les pays qui aspirent à défendre les droits humains et à être les chefs de file du monde libre devraient être d'ardents défenseurs des droits humains des femmes et de leurs droits en matière de sexualité et de procréation. Les jeunes résistent et, lassés d'attendre qu'on daigne les écouter, prennent les devants. Dans l'espoir d'instaurer d'une société juste et vertueuse dans une communauté mondiale durable, ils sont prêts à apporter des changements.

5. **M. El-Ansary** (Australie), s'exprimant en tant que délégué de la jeunesse, évoque une idée fondamentale qui a été à la base du développement humain pendant des siècles : nous ne sommes que les gardiens du présent et nos décisions auront des répercussions sur les générations futures. Quatre ans auparavant, cette idée avait poussé 193 États à adopter le Programme de développement durable à l'horizon 2030, l'engagement le plus ambitieux jamais pris en faveur du développement durable. Malgré les progrès accomplis, de nombreux jeunes s'interrogent au sujet de leur avenir. Au cours des six mois passés, l'orateur a consulté des jeunes dans toute l'Australie et a pu constater dans quelle mesure les systèmes existants répondaient à leurs besoins ou les négligeaient. Malgré cela, les jeunes ont une incroyable capacité à changer le monde et, chaque jour, dirigent et façonnent leurs communautés au moyen de solutions pragmatiques et créatives.

6. Le message que l'orateur transmet au nom des jeunes Australiens est un message d'espoir, mais il est tempéré par la crainte que les mesures prises ne soient pas suffisantes pour remédier aux problèmes critiques et que les jeunes n'aient pas leur mot à dire sur leur avenir. Ces derniers ont attiré l'attention sur la lourde stigmatisation encore associée à la santé mentale, le manque d'éducation et de perspectives d'emploi dans les communautés régionales et rurales, les disparités en

matière de soins de santé et d'infrastructures publiques et le système judiciaire déséquilibré. Ils ont parlé de l'augmentation du coût de la vie, du chômage, de la pénurie de logements sûrs et du système d'éducation inadapté. L'orateur a rencontré de jeunes migrants qui avaient l'impression d'être des étrangers dans leur propre pays, de jeunes handicapés qui avaient du mal à accéder aux espaces publics et aux services de base, des membres de la communauté des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, queers et intersexes (LGBTQI) qui se sentaient isolés, seuls et parfois en danger et des Australiens autochtones qui luttent chaque jour contre le racisme et la dépossession. Les jeunes font part de leur inquiétude quant aux changements climatiques, laquelle est partagée par des millions de personnes à travers le monde. Des milliers de jeunes Australiens demandent simplement à être inclus. Ils se considèrent comme des citoyens du monde, ont des idées à apporter et sont prêts à œuvrer ensemble en faveur du développement durable. Il s'agit d'une occasion sans précédent d'utiliser le potentiel inexploité de la génération la plus importante, la plus diverse et la plus instruite de l'histoire.

7. Les décideurs ne sont pas seulement les gardiens du présent, mais aussi les architectes de l'avenir. Ils doivent être prêts à travailler avec les jeunes, embrasser les idées et solutions que ces derniers proposent et les inclure dans les conversations qui façonnent leur vie. L'orateur espère qu'en 2030, les enfants regarderont la période présente comme une époque où les générations ont fait front commun pour lutter contre les grandes menaces de leur temps.

8. **M^{me} Bavdaž Kuret** (Slovénie) dit qu'à sa session de 2019, le Groupe de travail à composition non limitée sur le vieillissement a commencé à examiner la teneur normative des obligations qui incomberaient aux États au titre d'une norme internationale. En mettant en œuvre le Programme 2030, les États Membres ont pour responsabilité de renforcer la promotion et la pleine réalisation des droits humains et libertés fondamentales des personnes âgées. En collaboration avec le Groupe d'amis pour les droits de l'homme des personnes âgées, la Slovénie a fait une déclaration conjointe lors de la quarante-deuxième session du Conseil des droits de l'homme récemment organisée. La délégation slovène continuera à promouvoir la tenue de discussions sur la question d'un cadre juridiquement contraignant garantissant aux personnes âgées une protection complète de leurs droits.

9. Au niveau national, la Slovénie a lancé une campagne de sensibilisation pour lutter contre les perceptions négatives associées aux personnes âgées, qui comprend une exposition itinérante sur la

discrimination fondée sur l'âge et l'inclusion. Un plan d'action national consacré à la mise en œuvre efficace de la stratégie en faveur d'une société vivant plus longtemps a été élaboré à partir d'une approche intégrée qui prend en compte la santé et l'éducation sur le long terme, les soins sociaux, le droit au travail, l'accès au marché du travail et les questions d'ordre juridique.

10. **M. Bole** (Slovénie), s'exprimant en tant que délégué de la jeunesse, déclare que la numérisation croissante du monde est à la fois source de menaces et de possibilités, notamment en ce qui concerne les médias sociaux. L'aptitude à se servir des outils numériques est particulièrement importante pour les jeunes, compte tenu des problèmes liés à la protection de la vie privée, aux escroqueries, à la désinformation et à la disparition d'emplois. En Slovénie, presque tous les jeunes ont accès à Internet et au monde numérique et expriment leurs opinions sur les questions mondiales au moyen des médias sociaux. Parmi les sujets abordés figurent des questions environnementales telles que les changements climatiques et, en particulier, les incendies en Amazonie.

11. Toutefois, dans certains pays, nombre de jeunes sont privés de vie numérique. Il est temps que l'Organisation des Nations Unies mène un programme en faveur d'objectifs de développement numérique, qui viendraient compléter les objectifs de développement durable. L'objectif n° 9 sur l'industrie, l'innovation et les infrastructures revêt une importance particulière. Plusieurs décennies auparavant, le rideau de fer a été détruit. Aujourd'hui, un nouveau rideau menace de séparer ceux qui ont des compétences numériques avancées de ceux qui n'ont pas eu la possibilité d'en acquérir. Ce rideau numérique doit être éliminé.

12. **M^{me} Esono Kiebiyene** (Guinée équatoriale) souligne que la dignité humaine et le droit à une vie décente sont des valeurs fondamentales sur lesquelles reposent tous les droits humains ainsi que la Loi fondamentale de la Guinée équatoriale. Le dernier plan national de développement économique et social comporte des mesures visant à éliminer la pauvreté et à favoriser l'inclusion sociale, la paix durable, la productivité, l'industrialisation et la durabilité environnementale d'ici à 2035, en particulier dans les secteurs suivants : la santé, notamment au moyen de la législation établissant des services gratuits de soins obstétricaux, de soins aux nourrissons et de soins aux personnes âgées, des programmes de dépistage et de traitement du cancer et des visites médicales de dépistage du paludisme et du VIH/sida ; l'éducation, notamment dans le cadre de programmes d'alphabétisation et moyennant un accès aux services d'éducation de base et d'éducation permanente pour

tous ; le travail décent, notamment au moyen de la législation sur l'égalité des genres et l'équité salariale ; l'accès à un logement décent et à l'eau propre, y compris à un logement social, à l'eau potable et à l'électricité.

13. Les mesures prises à cet égard par la Guinée équatoriale témoignent de son engagement, conformément à l'Agenda 2063 de l'Union africaine et au Programme de développement durable à l'horizon 2030, et comme le montre son plan de développement national, à faire en sorte que son peuple continue d'avancer de manière unie et que ses progrès profitent à tous.

14. **M^{me} Inanç Örnekol** (Turquie) indique que le modèle de développement national de son pays est centré sur l'être humain et axé sur la croissance économique, l'inclusion sociale et la protection de l'environnement. La mise en œuvre des objectifs de développement durable est une priorité cruciale et le plan national de développement pour la période 2019-2023 a été élaboré conformément au Programme 2030. Les enfants, les jeunes, les personnes âgées et les personnes handicapées font l'objet d'une attention particulière et les mesures d'autonomisation des femmes et des filles portent essentiellement sur l'élimination des obstacles économiques et sociaux.

15. Il est impératif de sensibiliser l'opinion aux droits des personnes âgées et de mettre au point un programme de développement social qui tienne compte des nouvelles réalités démographiques et des besoins de la population vieillissante. La Turquie a donc intensifié ses efforts pour améliorer les conditions de vie des personnes âgées, notamment en accueillant le premier Conseil international sur le vieillissement. Celui-ci a permis à de hauts fonctionnaires, des experts et des représentants de la société civile de différents pays d'échanger des idées et des pratiques exemplaires sur des sujets tels que les droits des personnes âgées, le vieillissement actif, les services de soins et l'économie du vieillissement.

16. Des mesures importantes ont été prises au cours de la dernière décennie pour permettre aux personnes handicapées de participer à la vie sociale en tant que citoyens égaux. Diverses dispositions juridiques ont été mises en place pour accroître leur accès à l'éducation et à l'emploi.

17. La moitié de la population turque a moins de 32 ans ; la Turquie a donc créé des structures et des politiques adaptées aux besoins des jeunes. Ceux-ci sont encouragés à participer pleinement à la vie économique et sociale, et l'âge minimum requis pour se présenter aux élections du Parlement a été abaissé. Les politiques actives du marché du travail, notamment les réformes et

les aménagements des modalités de travail, ont eu des effets positifs sur l'emploi des jeunes et des femmes, tandis que l'offre accrue de services de garde d'enfants a amélioré la participation de ces dernières au marché du travail.

18. Du fait des conflits qui sévissent dans la région, la Turquie a accueilli plus de 3,6 millions de réfugiés, soit la plus importante population de réfugiés au monde. Elle a fourni des services sanitaires et sociaux aux personnes bénéficiant d'un permis de protection temporaire, en particulier aux enfants et aux personnes âgées. Au fil du temps, un appui à plus long terme et axé sur le développement a fini par être privilégié. Une coopération internationale plus étroite et un véritable partage des charges et des responsabilités sont nécessaires si l'on veut aider toutes les personnes déplacées dans le besoin.

19. **M. Rivera Roldan** (Pérou) déclare que son pays est pleinement résolu à mettre en œuvre le Programme 2030 et à réaliser les objectifs de développement durable. Le développement social et le bien-être de la population sont donc une priorité de la politique générale du Pérou jusqu'en 2021, année du bicentenaire de l'indépendance du pays. L'un des objectifs principaux est de réduire de manière drastique la prévalence de l'anémie chez les enfants de moins de 3 ans et chez les femmes enceintes. Le plan multisectoriel de lutte contre l'anémie prévoit une coordination intersectorielle et intergouvernementale des interventions menées par les gouvernements régionaux et locaux.

20. En 2018, le Pérou a organisé la troisième session de la Conférence régionale sur la population et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes. En présidant la Conférence pour la période 2018-2020, il a démontré son engagement à faire avancer les domaines prioritaires du Consensus de Montevideo sur la population et le développement. Le pays a fait des progrès considérables grâce à une croissance économique durable couplée à une politique macroéconomique solide. Les politiques nationales de développement et de financement ont donné la priorité à l'éducation, à la santé et aux infrastructures pour accroître la compétitivité des citoyens sur les marchés mondiaux. Ces efforts s'inscrivent dans la Vision 2050 pour le Pérou, qui vise à accélérer la mise en œuvre du Programme 2030 dans le pays pour que toutes les personnes puissent vivre dignement.

21. Toutefois, le développement social ne dépend pas seulement de la croissance économique, mais aussi des politiques publiques en faveur de la réduction de la pauvreté et de l'inclusion sociale. Les politiques du

gouvernement permettraient de réduire la pauvreté de 15 % et de garantir à tous les foyers un accès à un ensemble intégré de services d'eau et d'assainissement, d'électricité et de télécommunications. Le Ministère du développement et de l'inclusion sociale veille à ce que les politiques et les programmes dans tous les secteurs et à tous les niveaux de l'État soient coordonnés et interdépendants de sorte à combler toute lacune dans l'accès aux services publics.

22. Dans le cadre des activités visant à accélérer la réalisation des objectifs de développement durable et conformément aux engagements énoncés dans son rapport national volontaire de 2017, le Pérou formulera un plan stratégique de développement national afin d'orienter les politiques à tous les niveaux de l'État. Il continuera à concentrer ses efforts sur tous les domaines de vulnérabilité.

23. **M^{me} Chifwaila** (Zambie) soutient que les plans nationaux de développement de son pays, axés sur une croissance économique inclusive à dimension humaine, permettront de réduire les inégalités. La Zambie continue de veiller à ce qu'un nombre croissant de personnes bénéficient d'une protection sociale, en particulier dans les zones rurales, et garantit désormais aux travailleurs du secteur informel un accès au régime de sécurité sociale. En juin 2019, plus de 18 000 travailleurs étaient enregistrés auprès de l'organisme de retraite.

24. Le vieillissement de la population est un phénomène universel qui façonnera l'avenir. Dans sa politique nationale sur le vieillissement lancée en 2015, la Zambie a abordé toutes les questions liées à la vieillesse et à la pauvreté, y compris celles relatives à la santé, à l'alimentation et à la nutrition, à la sécurité de l'emploi et des revenus et aux transports et milieux de vie. À la suite des réformes que le pays a engagées sur le droit du travail, un code du travail unique a été adopté en avril 2019 pour consolider les dispositions relatives à l'emploi, au salaire minimum et aux conditions de travail.

25. La couverture sanitaire universelle est l'un des objectifs prioritaires à atteindre, et la Zambie s'efforce de fournir des ressources humaines hautement qualifiées pour garantir la prestation de services de santé. Il est également nécessaire d'améliorer les infrastructures.

26. **L'archevêque Auza** (Observateur du Saint-Siège) déclare que les nouvelles perspectives d'éducation et d'emploi pour les personnes âgées leur permettent de continuer à être des membres à part entière de la société. Il est également important de veiller à ce qu'elles reçoivent des soins et des services médicaux appropriés,

en particulier en fin de vie. Les mêmes possibilités devraient être offertes aux personnes handicapées, qui sont victimes de nombreuses formes de discrimination. Malheureusement, la Convention relative aux droits des personnes handicapées ne protège pas les personnes les plus vulnérables et sans défense, à savoir celles auxquelles on a diagnostiqué un handicap dans l'utérus. Le taux élevé d'avortement dans ces cas constitue la pire forme de discrimination.

27. Les jeunes sont également victimes d'exclusion et du manque de perspectives d'emploi, ce qui les empêche de contribuer au développement de la société. Dans certaines régions du monde, ils sont en proie à la radicalisation et au recrutement dans des groupes armés. Certains choisissent de migrer vers d'autres pays et découvrent alors qu'on refuse leur contribution. Une éducation de qualité et inclusive est fondamentale si l'on veut pouvoir surmonter les inégalités.

28. La politique de protection sociale la plus efficace pour les personnes âgées, les jeunes et les personnes handicapées est celle qui consiste à investir dans la famille, car celle-ci offre un solide filet de sécurité et rend la société plus inclusive. Les initiatives et programmes sociaux devraient appuyer le rôle primordial que joue la famille dans la prise en charge des personnes âgées, des jeunes et des personnes handicapées. Il est plus important que jamais de renforcer les efforts communs visant à protéger les plus pauvres et les plus faibles si l'on veut parvenir à un véritable développement social.

29. **M. Verdier** (Argentine) déclare que l'élimination de la pauvreté sous toutes ses formes est l'une des plus grandes difficultés auxquelles la communauté internationale fait face et que les inégalités sociales et les niveaux élevés de pauvreté sont les principaux obstacles à la pleine jouissance des droits humains et à la réalisation du développement durable et inclusif. Pour mettre en œuvre le Programme 2030 et atteindre les objectifs de développement durable, il faut adopter des politiques publiques globales, transversales et fondées sur les droits qui favorisent l'inclusion sociale, de manière à assurer la participation des membres vulnérables de tous les groupes sociaux à toutes les étapes de la vie.

30. L'Argentine dispose d'un système de protection sociale solide qui garantit un revenu minimum, ce qui améliore ainsi la qualité de vie et favorise la mobilité sociale de ses citoyens. Ce système est assorti de politiques spécifiques visant à assurer l'égalité des genres et l'inclusion des personnes handicapées, des enfants, des personnes âgées, des autochtones, des migrants et d'autres personnes appartenant à des

groupes vulnérables. L'approche multidimensionnelle sur laquelle repose la structure du système de protection sociale a permis d'étendre la couverture à un plus grand nombre de personnes chez tous les segments de la population. L'éducation publique est gratuite et obligatoire et les soins de santé publics sont universels, gratuits et complétés par un sous-système qui garantit une couverture large et équitable de ces soins conformément aux critères de protection sociale. En outre, un budget national tenant compte des questions de genre est en cours d'élaboration, de même qu'une stratégie nationale sur la protection de la petite enfance qui prévoit une meilleure prise en charge des très jeunes enfants.

31. La famille, sous ses différentes formes, joue un rôle fondamental en Argentine, à la fois comme institution clef pour le développement humain et social et comme réseau offrant un sentiment d'appartenance et des soins, conformément aux instruments des Nations Unies relatifs aux droits humains et aux plans et programmes d'action internationaux correspondants. Il importe également de continuer à œuvrer en faveur de la promotion et de la protection des droits humains des personnes âgées en élaborant un instrument juridique universel, international et à caractère contraignant qui garantisse leur pleine participation au développement de la société et les protège de la violence, de la discrimination, de l'indifférence et des mauvais traitements.

32. **M^{me} Hyungwon Suh** (République de Corée), s'exprimant en tant que déléguée de la jeunesse, signale que les jeunes représentent 16 % de la population mondiale et qu'ils ont des droits et des responsabilités en tant qu'agents de changement, d'innovation et d'amélioration. Lancée en 2018, la Stratégie des Nations Unies pour la jeunesse met en avant le potentiel et la force des jeunes et vise à leur donner les moyens d'agir dans tous les domaines.

33. En tant que fondatrice d'une organisation non gouvernementale dirigée par des jeunes et consacrée à l'instruction civique, l'oratrice a rencontré des milliers de jeunes de son pays et a été impressionnée par leur vision et leurs idées. La République de Corée finance des institutions et des politiques qui viennent appuyer l'entrepreneuriat des jeunes, et les experts s'attaquent aux inégalités à différents niveaux. La protection de la santé mentale de la jeune génération est depuis longtemps une préoccupation majeure dans le domaine de l'éducation.

34. Si les jeunes sont en mesure de proposer des solutions créatives et pratiques, ils hésitent souvent à les mettre en avant, car leur manque d'expérience est

souvent interprété comme un manque de connaissances et de pouvoir. Si personne ne les écoute, ils se sentiront impuissants et finiront par abandonner. L'action en faveur de l'autonomisation des jeunes ne consiste pas seulement à multiplier les canaux par lesquels ils peuvent s'exprimer ; les jeunes veulent avoir le sentiment que leurs interventions sont efficaces. La communauté internationale devrait accepter leurs contributions et leurs idées et leur donner une véritable place dans la société.

35. **M. Chaudhry** (Norvège), s'exprimant en tant que délégué de la jeunesse, raconte que son père, un immigrant, a eu la chance d'être intégré dans le système éducatif norvégien. Ce n'est malheureusement pas le cas de tous les immigrants, déplacés et réfugiés. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a estimé que 3,7 millions d'enfants déplacés ont abandonné l'école et que les infrastructures éducatives font gravement défaut dans les camps de réfugiés, quelle que soit la région du monde. L'intégration dans les systèmes nationaux est souvent chaotique ou inexistante, et le ratio enseignants/élèves pour les enfants et les jeunes déplacés est de 1 pour 70.

36. Parmi les autres groupes marginalisés figurent les enfants et les jeunes autochtones, qui sont victimes de préjugés raciaux et d'assimilation dans les systèmes éducatifs nationaux. On leur refuse une éducation dans leur langue maternelle et les systèmes éducatifs effacent leur culture et leurs traditions de la mémoire collective, faisant d'eux des citoyens de seconde zone. Les autochtones représentent 5 % de la population mondiale, mais 15 % des personnes les plus pauvres du monde.

37. L'éducation est un droit humain établi et doit être au cœur du développement. La cible 4.5 associée aux objectifs de développement durable vise à assurer l'accès des personnes vulnérables à tous les niveaux d'enseignement. La jeunesse norvégienne exhorte l'Organisation des Nations Unies et la communauté internationale à garantir à l'ensemble des enfants et des jeunes un accès à l'éducation.

38. **M^{me} Gunnufsen** (Norvège), s'exprimant en tant que déléguée de la jeunesse, déclare que la jeune génération - la plus nombreuse que le monde ait jamais connue - héritera d'un monde en proie à de grandes difficultés et sera un moteur du changement. Dans les zones de conflit, les jeunes sont souvent présentés comme des victimes ou des agresseurs, mais ils pourraient jouer un rôle clef dans la résolution des conflits si on leur donne la possibilité d'y contribuer.

39. Plus de 600 millions de jeunes vivent dans des États fragiles ou touchés par un conflit. Dans nombre de

ces États fragiles, ils représentent la majorité de la population, ce qui constitue un facteur de risque supplémentaire pour les conflits armés. Les jeunes ne sont pas le problème, mais plutôt un symptôme. Les résolutions 2250 (2015) et 2419 (2018) du Conseil de sécurité, qui portent spécifiquement sur la contribution des jeunes à la paix et à la sécurité, soulignent qu'ils sont des facteurs positifs de changement et qu'il importe de les inclure dans toutes les étapes de consolidation de la paix. Tous les États Membres devraient mettre en œuvre ces résolutions pour assurer une paix viable et durable.

40. **M. García Paz y Miño** (Équateur) estime qu'il est essentiel d'élaborer des stratégies permettant de réduire les inégalités et de parvenir à un développement durable pour tous par le biais de politiques fiscales, salariales et de protection sociale. Vingt-quatre ans après leur adoption, la Déclaration de Copenhague sur le développement social et le Programme d'action du Sommet mondial pour le développement social restent toujours aussi pertinents. Malgré les efforts déployés pour réduire les inégalités et la pauvreté, il est nécessaire d'apporter d'autres changements structurels aux politiques sociales et économiques si l'on veut garantir une meilleure répartition des revenus et des richesses au sein de la société.

41. La protection sociale est l'un des principaux moyens d'action permettant de réduire les inégalités et la pauvreté tout en favorisant une croissance partagée. À cet égard, l'Équateur élabore une feuille de route recensant les mesures que l'État doit prendre en faveur de toutes les personnes, tout au long de leur vie, dans le cadre de son plan de développement national pour 2017-2021 qui vise à protéger les droits des groupes nécessitant une aide prioritaire dans le pays. Ce plan prévoit des mesures de protection sociale complètes et intersectorielles destinées à améliorer la qualité de vie au moyen de services et de biens sociaux, notamment : des programmes en faveur de la petite enfance offrant des services de santé, de nutrition, d'éducation et de sécurité ; un accès universel à de nouveaux logements décentes, souvent fournis à titre gracieux ; des programmes et services en faveur des personnes handicapées, y compris des incitations pécuniaires pour les pourvoyeurs de soins ; un accroissement des possibilités d'emploi pour les personnes handicapées et une législation garantissant leurs droits ; un accès à une éducation de qualité à tous les niveaux ; une garantie de l'emploi et de la sécurité sociale au moyen de stratégies de partenariat public-privé favorisant l'insertion des jeunes sur le marché du travail et de mesures d'incitation à l'embauche de jeunes étudiants ; une protection sociale des personnes âgées grâce à la

prestation de soins et de services médicaux en temps voulu, à des activités éducatives et récréatives et à des pensions de retraite et de vieillesse universelles. En outre, l'Équateur a ratifié en 2019 la Convention interaméricaine sur la protection des droits de l'homme des personnes âgées.

42. Les pays à revenu intermédiaire se heurtent toujours à des obstacles importants s'agissant de l'élimination de la pauvreté, et l'Équateur continuera à œuvrer en faveur d'une société plus inclusive au moyen d'une politique globale garantissant le respect des droits.

43. **M. Kuzmenkov** (Fédération de Russie) dit que l'on ne saurait surestimer l'importance des documents finals de la réunion mondiale de haut niveau pour le développement social et de la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale, ainsi qu'en témoigne le Programme 2030, notamment ses objectifs d'élimination de la faim et de la pauvreté et de réduction des inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre. La Commission du développement social joue un rôle clef dans le système des Nations Unies en élaborant des mesures convenues au niveau gouvernemental en faveur des jeunes, des personnes âgées et des personnes handicapées et en renforçant l'institution de la famille. Malgré les sanctions illégales et unilatérales imposées à la Fédération de Russie, celles-ci s'acquittent de toutes ses obligations sociales envers son peuple. La réduction de la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie de tous les citoyens figurent parmi les priorités de la politique sociale du pays.

44. Le 1^{er} octobre 2019, les salaires de tous les fonctionnaires ont été indexés et, le 1^{er} janvier 2020, le salaire minimum sera augmenté de 7,5 % pour qu'il corresponde au minimum vital, mesure qui bénéficiera à plus de 3 millions de personnes. En outre, 31 millions de retraités verront leur pension majorée de 6,6 %. Le 1^{er} février 2020, les prestations mensuelles que reçoivent toutes les personnes vulnérables, dont les personnes en situation de handicap, augmenteront de 4 %.

45. La formation professionnelle est l'une des priorités de la politique menée par l'État en faveur des jeunes, les centres d'enseignement professionnel ont reçu des fonds supplémentaires et leur personnel enseignant bénéficie d'une meilleure formation. La délégation russe se félicite des résultats de la quarante-cinquième édition de la compétition WorldSkills, qui s'est tenue à Kazan en août 2019.

46. Les soins aux personnes âgées sont également une priorité et, au cours de l'année écoulée, un projet fédéral a aidé plus de 53 000 personnes à améliorer leurs

qualifications et à acquérir de nouvelles compétences. Dans le cadre de ce projet et pour accroître l'espérance de vie, le pays a mis en place un système de prise en charge de longue durée des personnes âgées et des personnes handicapées, qui comprend la fourniture de services sociaux à la fois à domicile et dans les établissements de soins hospitaliers et ambulatoires. Le budget fédéral pour 2020 prévoit 31 millions de dollars à cet effet.

47. La Fédération de Russie s'efforce constamment d'améliorer la situation des personnes handicapées. Dans un avenir proche, elle modifiera la loi régissant la responsabilité administrative des personnes et des entités en cas d'atteinte aux droits des personnes handicapées, comme l'absence d'accès aux bâtiments et aux infrastructures sociales et de transport. Elle a pris en compte les recommandations formulées par le Comité des droits des personnes handicapées à la suite de l'examen du rapport initial qu'elle avait présentée en 2018.

48. La promotion des valeurs familiales traditionnelles et la protection de la famille revêtent une importance particulière. Si les femmes russes recherchent un emploi à plein temps et des perspectives de carrière, la mise au monde et la garde des enfants restent pour elles essentielles. L'État a donné la priorité à la création de conditions permettant aux femmes de concilier vie familiale et vie professionnelle.

49. **M. Dinh Nho Hung** (Viet Nam) dit que le monde se heurte à des obstacles persistants et à des problèmes nouveaux. Le Viet Nam, en particulier, a eu besoin de l'appui de la communauté internationale pour reconstruire, moderniser et industrialiser le pays après des décennies de guerre et continue d'être aidé dans sa lutte incessante contre les restes explosifs de guerre, qui compromettent les moyens de subsistance de millions de personnes, et dans ses activités visant à rendre le pays exempt de mines d'ici à 2025 et à en faire un environnement propice au développement social.

50. L'une des principales priorités du pays en matière de développement est la réduction de la pauvreté. Grâce au programme national de réduction durable de la pauvreté pour 2016-2020, la proportion de ménages pauvres a diminué, des millions de personnes défavorisées ont bénéficié d'une assurance maladie gratuite et de prestations sociales mensuelles, les ménages pauvres et à faible revenu ont perçu une aide au logement et des milliers de ménages pauvres ont reçu de l'aide pour construire des maisons résistant aux tempêtes et aux inondations.

51. De nouveaux problèmes menacent toutefois ces progrès, comme celui particulièrement grave des

changements climatiques, le Viet Nam étant l'un des pays les plus durement touchés. Le pays contribue donc aux efforts d'adaptation, en particulier par le biais de son programme 2016-2020 d'adaptation aux changements climatiques et de croissance verte et de son programme 2016-2020 pour le développement durable des forêts. Des études sont régulièrement menées pour actualiser les prévisions concernant les changements climatiques et l'élévation du niveau de la mer, et des mesures sont prises pour mettre un terme à l'utilisation des plastiques à usage unique d'ici à 2025. Si l'on a débattu en long et en large des changements climatiques ces dernières années, les discussions concernant l'action à mener restent insuffisantes. Dans l'intérêt des générations futures, la communauté internationale doit de toute urgence agir de concert, en faisant preuve d'une grande responsabilité et d'un engagement fort, pour sauver la planète.

52. **M. Sahraoui** (Algérie) déclare que la lenteur des progrès accomplis en matière de développement social a entravé la capacité de nombreux États Membres à tenir les engagements qu'ils ont pris dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. L'Algérie a toutefois pu atteindre un niveau de développement élevé et réaliser la plupart des objectifs du Millénaire pour le développement grâce à ses plans nationaux de développement. La stratégie en matière d'éducation du plan national de développement actuel prévoit un accès complet et gratuit pour tous à l'enseignement primaire et secondaire, ce qui s'est traduit par un taux de scolarisation de 98,5 % pour les enfants de six ans. Au début de l'année scolaire 2019/20, 1,5 million d'étudiants fréquentaient l'université, et plus de 60 % d'entre eux étaient des femmes. En outre, une campagne nationale a permis de réduire le taux d'analphabétisme à environ 8,5 %, contre 85 % en 1962. L'Algérie a également mis en place des mécanismes permettant aux enfants handicapés de recevoir une éducation dans des institutions spécialisées ou dans le cadre de classes spéciales dans des écoles équipées pour les accueillir pleinement ou partiellement. Le système de santé publique algérien repose sur les principes de gratuité des soins, d'égalité d'accès aux soins et de disponibilité universelle des soins pour tous les citoyens. Les droits à la santé et à l'éducation étant des droits humains inaliénables, l'Algérie offre aux migrants et aux réfugiés une éducation et des soins gratuits. La mise en œuvre du Programme 2030 est toutefois tributaire de la mobilisation de ressources financières, de la fourniture d'une assistance technique et du transfert de technologies. Aux fins de la réalisation, notamment, des objectifs n^{os} 3 et 4, les États Membres devraient renforcer la coopération internationale et encourager les parties prenantes à

mettre en commun leurs compétences et leur savoir-faire.

53. **M^{me} Azucena** (Philippines) précise que son pays a élaboré AmBisyon Natin 2040, un programme sur 25 ans consacré à la création d'une société juste, inclusive et équitable. Le plan national pour la période 2017-2022, qui est fondé sur le programme AmBisyon Natin 2040, définit des mesures visant à parvenir à une croissance économique, une société résiliente et une économie compétitive au niveau mondial, ainsi qu'à améliorer le tissu social et à réduire les inégalités. Dans le cadre du plan actuel, les Philippines ont réduit le taux de pauvreté à 21 % et enregistré un taux de croissance de 5,5 % et un taux d'emploi de 94 %. Le programme Pantawid Pamilyang Pilipino, un programme de transfert monétaire assorti de conditions, a aidé quelque 32 000 bénéficiaires à sortir de la pauvreté. Une loi récemment adoptée garantit aux étudiants un accès gratuit à l'enseignement supérieur dans les universités et les établissements professionnels publics.

54. Les droits humains et le développement des groupes vulnérables font également partie des priorités du plan national pour la période 2017-2022. Les Philippines ont ainsi institué une journée pour les femmes handicapées, offert aux personnes handicapées un accès gratuit aux soins de santé et se sont engagées à appuyer la Stratégie d'Incheon visant à faire du droit une réalité pour les personnes handicapées en Asie et dans le Pacifique. S'agissant des politiques qu'il mène en faveur de la jeunesse, le pays offre aux jeunes la possibilité de participer aux politiques locales dès l'âge de 15 ans et a promulgué une loi en 2015 permettant aux jeunes entrepreneurs de bénéficier de subventions, de prêts et de formations. Les Philippines ont toujours travaillé avec les peuples autochtones pour faire en sorte que ces derniers puissent jouir pleinement de leurs droits humains.

55. **M. Hernández** (Mexique), s'exprimant en tant que délégué de la jeunesse, déclare que le vingt-cinquième anniversaire du Sommet mondial pour le développement social est le moment opportun pour réfléchir aux progrès accomplis et aux engagements pris dans le domaine du développement social. Le plan de développement 2019-2024 du Mexique a été conçu dans l'optique de réduire les inégalités en rendant l'ensemble des programmes et politiques du gouvernement conformes aux engagements pris auprès de l'Organisation des Nations Unies, notamment pour ce qui est des objectifs du Millénaire pour le développement et des objectifs de développement durable.

56. Les États Membres doivent redoubler d'efforts pour promouvoir l'égalité et veiller à ce que les possibilités ne soient pas déterminées par des facteurs tels que le sexe, l'âge, l'appartenance ethnique, le statut migratoire, la situation socioéconomique et les handicaps. La diffusion de discours de haine est particulièrement inquiétante, que ce soit dans des pays démocratiques ou des régimes autoritaires, car elle conduit à la stigmatisation de groupes ou de personnes, à la fracture sociale et à l'incitation à la violence. Le Mexique considère que la diversité et le multiculturalisme enrichissent la société et s'engage à éliminer les inégalités en favorisant le bien-être de ses citoyens et en veillant à ce qu'ils puissent exercer leurs droits plutôt que de bénéficier simplement de programmes.

57. Enfin, le développement social devrait être abordé de manière globale par l'Organisation des Nations Unies, car il est au cœur du développement durable. S'il n'a pas été possible de réformer la Commission du développement social, il est impératif de surmonter l'inertie du passé, qui entrave la réalisation du Programme 2030. La réforme du Conseil économique et social serait une occasion unique de faire des progrès à cet égard.

58. **M. Aye** (Myanmar) dit que son gouvernement a adopté une loi visant à améliorer la protection des droits des personnes âgées et augmenté les fonds budgétaires alloués à cette question. Conformément aux traités internationaux auxquels il est partie, en particulier la Convention relative aux droits des personnes handicapées, le Myanmar a adopté une loi destinée à protéger les droits des personnes handicapées et créé un comité national chargé d'améliorer leur qualité de vie. Le Gouvernement du Myanmar considère l'inégalité comme une question prioritaire et a élaboré un plan de développement durable pour la période 2018-2030 visant à créer des emplois décents, à accroître l'efficacité, la responsabilisation et la prévisibilité des décisions administratives et à renforcer la législation anticorruption. Une meilleure intégration économique au niveau régional permettrait de répartir plus équitablement les avantages liés au système économique mondial actuel. Il convient de mettre au point des stratégies permettant d'améliorer la coopération entre les États Membres et de faciliter la collaboration avec les organisations internationales.

59. **M^{me} Pham Hoang** (Roumanie) et **M. Blidaru** (Roumanie), délégués de la jeunesse, déclarent que les progrès accomplis dans le secteur de l'éducation restent insuffisants malgré leurs appels répétés à l'Organisation des Nations Unies pour que des améliorations soient apportées. Les objectifs de développement durable

n'étant pas seulement des objectifs ambitieux pour les jeunes mais aussi le fondement de leur vie future, il est essentiel que ces derniers contribuent activement à l'action en faveur du développement durable. L'Organisation des Nations Unies devrait examiner périodiquement l'état d'avancement des objectifs, aider les pays à développer leurs systèmes éducatifs et fournir aux institutions et aux organisations non gouvernementales les outils nécessaires à la compréhension et à la mise en œuvre des objectifs. Les organisations internationales devraient également prendre conscience du fait que les troubles mentaux constituent de réelles menaces pour l'avenir des jeunes.

60. Les États Membres et les gouvernements ont également un rôle clef à jouer s'agissant de veiller à ce que les éducateurs et les programmes d'études soient adaptés aux besoins du XXI^e siècle et de fournir aux jeunes les infrastructures et les technologies nécessaires à leur éducation. En outre, des efforts multisectoriels sont nécessaires pour lutter contre la discrimination, offrir aux jeunes issus de régions éloignées ou de milieux défavorisés une égalité d'accès aux emplois et faire de l'orientation professionnelle une partie intégrante des transitions entre les écoles et entre l'école et le travail. Les jeunes devraient également avoir accès à une couverture sanitaire universelle, aussi bien à des fins de traitement qu'à des fins préventives. Enfin, les jeunes du monde entier devraient s'impliquer davantage dans les structures décisionnelles et essayer de reproduire les meilleures pratiques des autres États dans leur pays d'origine.

61. **M. Moussa** (Djibouti) déclare que le Programme 2030 et l'Accord de Paris de 2015 ont montré l'importance du développement social pour la communauté internationale et que la tenue en septembre 2019 du Sommet sur l'action pour le climat et du Dialogue de haut niveau sur le financement du développement contribuera à la réalisation des objectifs de développement durable. Djibouti a fait des progrès considérables dans ses politiques de développement social au cours des dernières années. Depuis 2014, l'assurance médicale est obligatoire pour la population active et une assistance sanitaire est fournie aux personnes en incapacité de travail, une politique qui s'étend aux migrants et aux réfugiés. Dans le cadre de la cible 3.8 concernant la couverture sanitaire universelle, Djibouti s'est également efforcé de s'orienter vers un système de santé numérique intégré, centré sur le patient. Toutefois, comme de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, il a dû faire face aux coûts excessifs liés aux maladies non transmissibles, tant pour les familles des personnes touchées que pour le système d'assurance national. Le pays a fait des progrès considérables

s'agissant d'offrir une éducation de qualité pour tous en augmentant la disponibilité et la qualité de l'enseignement, en particulier dans les zones rurales.

62. **M^{me} Koopman** (Belgique), déléguée de la jeunesse, souligne que les jeunes sont souvent sous-représentés, mais que le programme des délégués de la jeunesse illustre parfaitement la manière dont ils peuvent être inclus dans les débats au niveau international. De même, le Sommet de la jeunesse sur l'action pour le climat, qui s'est tenu en septembre 2019, a permis aux jeunes de présenter leurs solutions aux changements climatiques et de dialoguer avec les décideurs sur l'enjeu déterminant de leur époque. Étant donné que de nombreux États Membres n'ont pas saisi cette occasion pour trouver des solutions communes, l'oratrice les a exhortés à inclure davantage de jeunes dans leurs délégations et à accorder plus d'attention à leur participation. La tenue de la Conférence mondiale des ministres de la jeunesse 2019 et Forum des jeunes Lisboa+21 en juin 2019 témoigne clairement de l'importance croissante de la participation des jeunes et du fait que les décideurs politiques en prennent conscience.

63. **M. Declercq** (Belgique), délégué de la jeunesse, estime que les décideurs politiques devraient accorder davantage d'attention aux opinions des jeunes. À cette fin, les écoles doivent permettre aux élèves de mieux comprendre la société démocratique et la place qu'ils y occupent, des assemblées de jeunes doivent être créées et ces derniers doivent pouvoir s'exprimer dans leur communauté locale, y compris sur les questions budgétaires. Au niveau national, les conseils et organisations de jeunes pourraient jouer un rôle central s'agissant de renforcer l'inclusion des jeunes dans les prises de décisions. Si l'Organisation des Nations Unies a fait preuve ces dernières années de plus d'ambition dans ses politiques en faveur de la jeunesse, les jeunes devraient avoir plus d'influence sur les décisions prises tant au sein du système des Nations Unies qu'aux niveaux national et local.

64. **M. Khashaan** (Arabie saoudite) déclare que la solution à la pauvreté diffère d'une société à l'autre, car elle dépend d'un ensemble complexe de variables économiques, sociales, culturelles, législatives et politiques. Dans le cas de l'Arabie saoudite, le Gouvernement a élaboré des réformes visant à réduire le déficit financier du pays et à réglementer la fiscalité et mis en place un système de protection sociale pour protéger les familles à faible revenu et améliorer l'égalité. Il a également créé plus de 20 initiatives en faveur des personnes handicapées, normalisé sa classification des handicaps et mis sur pied un organisme spécialisé pour les aider. Il a en outre investi

dans diverses initiatives visant à soutenir les personnes âgées, notamment par la mise en place de maisons de retraite et d'allocations mensuelles. Conformément à la Déclaration d'Astana, l'Arabie saoudite a également pris des mesures pour développer les infrastructures de santé, accroître le nombre de cliniques spécialisées et élaborer des systèmes électroniques de prise de rendez-vous médicaux.

65. **M. Sparks** (Hongrie), s'exprimant en tant que jeune délégué, déclare que l'objectif n° 3 est le plus important des objectifs de développement durable, puisque la santé et le bien-être sont des conditions préalables à tous les autres aspects de la vie. La prévention primaire, qui vise à prévenir la maladie avant qu'elle ne survienne, a toujours été plus bénéfique que la prévention secondaire ou tertiaire, qui réduit ou ralentit les effets de la maladie après qu'elle se soit déjà déclarée. Dans cette optique, et conformément à l'objectif n° 4, éduquer les jeunes enfants pour qu'ils prennent davantage conscience de leur santé pourrait réduire la consommation de cigarettes, de drogues, d'alcool et d'aliments malsains et permettre de diminuer les maladies chroniques, de parvenir à une société plus saine et d'utiliser les dépenses liées à la santé pour d'autres objectifs. Compte tenu de l'ampleur du réchauffement planétaire et des niveaux élevés de pollution, la planète a déjà atteint le stade de la prévention secondaire. Il est encore possible de la sauver, mais il reste peu de temps. Le rôle de l'éducation est crucial.

66. **M^{me} Gebrekidan** (Érythrée) dit que les inégalités au sein des pays ont atteint des niveaux dangereux, notamment parce que les paradigmes sociaux, économiques et politiques qui ont façonné les politiques au siècle dernier n'ont profité qu'à quelques-uns, aux dépens de l'humanité et de la planète. L'Érythrée a fait de modestes progrès dans son développement social, en mettant l'accent sur le capital humain et les projets d'infrastructures clefs, et aspire à atteindre le statut de pays à revenu moyen d'ici à 2030. Le Gouvernement s'est engagé à assurer le bien-être social à l'ensemble de la population, en particulier aux groupes sociaux défavorisés, et a adopté des politiques d'intégration en faveur des personnes handicapées. Les pratiques culturelles érythréennes ont également contribué à l'instauration d'un environnement inclusif. Les femmes ont les mêmes droits et les mêmes possibilités que les hommes et l'on veille à ce qu'elles soient considérées comme des égales et qu'elles disposent de moyens d'action dans tous les secteurs. Il convient de multiplier les investissements et les initiatives de coopération en faveur des jeunes, et la stratégie de développement du pays est fondée sur la création de perspectives

économiques pour ces derniers. L'ère de paix actuelle dans la Corne de l'Afrique est une occasion unique de rattraper les décennies perdues à cause des conflits et d'intensifier l'action menée pour transformer les économies de la région.

67. **M^{me} Filipiova** (Tchéquie) et **M^{me} Kvasničkova** (Tchéquie), s'exprimant en tant que déléguées de la jeunesse, déclarent que l'année 2019 a été marquée par un vaste engagement civique de la part des jeunes ; les rassemblements en République tchèque ont réveillé le souvenir de la Révolution de velours de 1989, une initiative qui avait été menée principalement par la jeunesse. Pour renforcer la participation des jeunes à tous les niveaux, il faut faire en sorte que le dialogue intergénérationnel devienne la norme et soit stimulé par une éducation innovante, interactive et inclusive. La moitié des jeunes Tchèques estiment que l'éducation qu'ils reçoivent ne les prépare pas correctement à une activité professionnelle et à la vie quotidienne ; aussi convient-il de prendre des mesures pour développer des compétences telles que la pensée critique et l'aptitude à vérifier les faits et à exploiter l'information, afin d'améliorer la prise de décision et d'aider les jeunes à faire face à l'accroissement rapide du flux d'information. Il faut notamment s'attacher à améliorer la maîtrise de l'outil Internet et la prise de conscience à l'égard du problème des changements climatiques, la société étant clivée en raison du manque d'informations claires sur ce phénomène, qui pourtant menace les droits humains de chacun. Le dialogue sur le climat doit s'écarter des discours accusatoires pour tendre vers la confiance mutuelle dans la sauvegarde des droits humains et la solidarité envers les personnes touchées par l'instabilité climatique. Les jeunes sont certes capables de concevoir des solutions efficaces, mais les États Membres doivent d'abord leur donner davantage de moyens de participer.

68. **M. Amayo** (Kenya) fait valoir qu'il est indispensable de placer la population au cœur du développement pour pouvoir réaliser le Programme 2030, car les disparités en matière de santé et d'éducation et dans d'autres domaines du développement humain enferment les groupes défavorisés dans des cycles de pauvreté. Le Gouvernement kenyan a beaucoup investi dans l'éducation, veillant notamment à un taux de passage de l'école primaire à l'école secondaire de 100 %, à la gratuité de l'enseignement secondaire en régime externe, à la rescolarisation des adolescentes qui ont quitté le système éducatif en raison d'une grossesse et à la fourniture gratuite de serviettes hygiéniques aux élèves. En conséquence, le nombre moyen d'années de scolarité au Kenya figure parmi les plus élevés de la

région. Le pays augmente également ses investissements dans les soins de santé et est déterminé à mettre en place une couverture sanitaire universelle d'ici 2022, tout en réduisant les coûts médicaux pour ses citoyens. Divers systèmes de protection sociale permettent aux familles vulnérables d'accéder aux services : le dispositif national de protection sociale vient en aide aux orphelins, aux enfants vulnérables, aux personnes âgées et aux personnes handicapées ; 200 millions de dollars sont alloués à plus de 1,3 million de bénéficiaires kenyans dans le cadre d'un programme de transfert en espèces ; un fonds de développement de l'entrepreneuriat des jeunes, lancé en 2007, favorise l'emploi des jeunes grâce à l'octroi de prêts, à la prestation de services d'aide aux entreprises et à l'enseignement de compétences entrepreneuriales.

69. **M^{me} Loiwal** (Inde), s'exprimant en tant que déléguée de la jeunesse, explique que les mesures novatrices prises par l'Inde en faveur d'une croissance inclusive ont permis de réduire la pauvreté multidimensionnelle, et que les programmes de protection sociale sont plus fréquemment associés à de grandes priorités de développement en vue de parvenir à des résultats équitables. L'autonomisation des personnes par l'informatique et les communications a été l'un des moteurs des initiatives de transformation lancées dans le pays, dont un système d'identification unique basé sur la biométrie et une carte d'identité unique pour les personnes handicapées, qui facilite l'accès aux services sociaux. Des millions de personnes ont désormais accès à des comptes bancaires et à des services financiers. En outre, la technologie a permis de verser des milliards de dollars à des millions de personnes. Par ailleurs, des milliards de dollars ont pu être économisés grâce à des gains d'efficacité. Grâce à la mise en place d'un réseau de centres de services communs, les populations des zones rurales et reculées peuvent accéder à des services d'utilité publique.

70. L'Inde dispose du plus vaste programme d'assurance santé et a mené la plus grande campagne d'assainissement au monde. Le pays a lancé des programmes pour éliminer la malnutrition d'ici 2022, pour protéger les femmes et les enfants contre la pollution de l'air intérieur et pour assurer une pension de retraite aux employés du secteur informel. Il a établi un nouveau ministère pour gérer les questions liées à l'eau et promulgué une législation pour protéger les droits des personnes handicapées.

71. Afin d'offrir des perspectives d'emploi à sa vaste population de jeunes et de faire en sorte que la formation professionnelle réponde aux besoins de l'industrie et des citoyens, le Gouvernement forme des millions de jeunes à la création d'entreprise et accorde des prêts abordables

et sans garantie aux start-up. Les jeunes femmes représentent 75 % des bénéficiaires. L'Inde constitue désormais du deuxième plus grand écosystème au monde pour les start-up, l'économie verte étant devenue l'une des principales sources d'emplois. Le secteur des sources d'énergie renouvelables emploie plus de 700 000 personnes et l'Inde est l'un des premiers pays à avoir collaboré avec l'Organisation internationale du Travail dans le cadre de l'Initiative pour des emplois verts.

72. Motivée par les principes de l'assistance aux membres les plus vulnérables de la société aux fins du développement de tous et du respect de la nature, l'Inde s'est donné pour objectif de parvenir à une société économiquement, socialement et numériquement inclusive en contribuant à la coopération Sud-Sud et à des partenariats avec d'autres pays en développement, et en s'engageant à ne laisser personne de côté.

73. **M^{me} Korac** (États-Unis d'Amérique) dit qu'une réforme de la Commission du développement social serait la manière la plus fiable de faire progresser le développement social, de garantir que les groupes vulnérables profitent des avantages du développement et de veiller à ne laisser personne de côté. Étant donné que des mécanismes, organes et cadres récemment créés au sein du système des Nations Unies adoptent une démarche plus efficace et plus approfondie pour répondre aux mêmes préoccupations, il reste à déterminer si la Commission doit continuer d'exister en tant qu'organe subsidiaire distinct du Conseil économique et social ou si son mandat peut être confié à d'autres entités des Nations Unies, telles que la Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, qui est désormais la principale instance chargée d'examiner la situation en matière de droits humains des personnes vivant avec un handicap, partout dans le monde.

74. Si elle reste en place, la Commission devra veiller à ce que ses fonctions cadrent avec le programme de réforme du Secrétaire général, et donc faire en sorte d'être efficace, d'apporter une valeur ajoutée aux travaux de l'ONU et de ne pas faire double emploi. Des sessions abrégées, précédées de négociations informelles débutant plusieurs semaines en amont, laisseraient suffisamment de temps pour produire un seul document final thématique par an. Parmi les réalisations de 2019 figure l'adoption d'une résolution sur les méthodes de travail, qui prévoit l'élaboration de résolutions biennales et la suppression du mandat d'application du Programme d'action mondial concernant les personnes handicapées, devenu obsolète. Les recommandations concernant de nouvelles réformes, y compris la possibilité de retirer

complètement les questions relatives au handicap de la compétence de la Commission du développement social, seront examinées lors des prochaines sessions et sont conformes aux décisions prises lors du processus de revitalisation du Conseil économique et social. L'objectif est de réduire de moitié le nombre de rapports, de conférences et de négociations afin que les ressources de l'ONU soient utilisées pour apporter des améliorations concrètes sur le terrain.

75. **M^{me} Sundqvist** (Finlande), s'exprimant en tant que déléguée de la jeunesse, explique que le monde est plus que jamais en interaction, en raison de la dépendance généralisée à l'égard des chaînes de valeur mondiales et des services tributaires des travailleurs étrangers, et que toutes les populations subissent les mêmes facteurs de stress, en particulier les changements climatiques. Négligeant les principes fondamentaux de l'égalité sociale, les sociétés font face à une anxiété et une hostilité croissantes, qui se sont propagées de l'échelon international au niveau national.

76. Les espaces civiques rétrécissent et les inégalités se creusent, si bien que les gens finissent par vivre cloisonnés en fonction de leurs origines et par évoluer dans des cercles fermés d'individus acquis aux mêmes idées. Si Internet a permis de créer de nouvelles plateformes d'échange et d'interaction, le recours aux algorithmes a accentué le clivage social des opinions et des expériences vécues. L'incompréhension d'autrui mène à la déshumanisation, à la diabolisation et au sécuritarisme, les angoisses personnelles se manifestant par une montée des discours haineux, notamment en ligne, qui touchent particulièrement les jeunes, les femmes et les personnes issues de groupes minoritaires, et qui dissuadent de participer à ces espaces de parole. Les associations et les activités de loisirs inclusives jouent un rôle crucial lorsqu'il s'agit d'accroître le capital social et d'instaurer la confiance, mais il convient de prendre des mesures en vue d'appuyer les activités de la société civile, notamment les mouvements, les campagnes et les pétitions, et de garantir un environnement sûr pour agir et protester.

77. Désormais reconnu aux plus hauts niveaux politiques, le mouvement mondial des Vendredis pour l'avenir est un bon exemple de mobilisation politique participative. Il y a lieu d'appliquer les pratiques exemplaires à plus grande échelle, afin d'ouvrir la voie à une discussion horizontale, de reconnaître véritablement la légitimité des acteurs de la société civile et d'évoluer vers une acceptation globale de nouveaux modes de participation, un processus qui pourrait devenir la pierre angulaire de la conception des programmes d'action. De telles pratiques auraient non seulement une incidence sur l'élaboration des

politiques, mais permettrait également de réduire l'intolérance, d'accroître la confiance dans les institutions démocratiques et éventuellement de déclencher un nouveau type d'action émancipatrice. Plus important encore, elles favoriseraient les liens de confiance entre les gens et élargirait les horizons sociaux et politiques.

78. **M^{me} Khoo** (Singapour) signale que le vieillissement de la population est une tendance majeure au niveau mondial et que les personnes qui vivent plus longtemps et en meilleure santé sont de plus en plus nombreuses, y compris à Singapour, où l'espérance de vie à la naissance est l'une des plus élevées au monde. Il convient de mener une action internationale pour préparer cette transition démographique et réaliser le Programme 2030.

79. Dans le cadre de son plan d'action national pour un vieillissement réussi, Singapour a adopté une démarche consistant à exploiter la science, la technologie et l'innovation pour traiter les problèmes liés à une population vieillissante. Le Gouvernement reste également déterminé à assurer une croissance inclusive et une participation numérique, y compris pour les personnes âgées, et encourage la mise en place de solutions novatrices aux problèmes liés au vieillissement, pensées du point de vue de ces personnes. Une application mobile a été conçue pour aider les personnes âgées à trouver des programmes sanitaires et sociaux près de leur domicile ou sur leur lieu de travail.

80. Dans un souci de coordination des programmes et des services entre les secteurs, le Gouvernement a adopté un outil d'analyse géospatiale de l'aménagement urbain pour recueillir des données localisées sur les besoins des personnes âgées, mieux définir les zones critiques et planifier de nouveaux programmes sanitaires et sociaux en conséquence. Conformément aux recommandations de l'Experte indépendante chargée de promouvoir l'exercice par les personnes âgées de tous les droits de l'homme, Singapour a modifié sa démarche d'appui aux personnes âgées en facilitant le vieillissement à domicile, afin d'éviter les perturbations physiques et psychologiques qu'entraîne une réinstallation dans un environnement inconnu et d'améliorer la qualité de vie des personnes âgées en leur permettant de rester indépendantes tout en vivant à proximité de leurs proches. Singapour a ouvert des centres de vieillissement actif qui favorisent l'interaction entre les générations et permettent l'accès aux services sociaux et aux services de santé. Le Gouvernement a également adopté une loi permettant à l'État d'intervenir en dernier recours dans les cas où des

adultes vulnérables souffrent, sont en danger ou ont besoin d'une protection et d'un soutien accrus.

81. En outre, Singapour a pris des mesures visant à faciliter le maintien en activité des personnes âgées et à prévenir la discrimination fondée sur l'âge sur le lieu de travail. En réemployant des personnes âgées, de nombreuses organisations ont enregistré une amélioration notable de la stabilité de la main-d'œuvre et de la productivité. La meilleure manière de bâtir une nation pour tous les âges, permettant aux personnes âgées d'être indépendantes et de contribuer utilement à la société, est d'accepter l'innovation, d'encourager la collaboration et d'assumer collectivement la responsabilité du bien-être des personnes âgées, afin de ne laisser personne de côté.

82. **M^{me} Ali** (République arabe syrienne) explique que le tissu social syrien repose sur des traditions de solidarité et de complémentarité entre les classes et groupes sociaux. Ces traditions sont restées vivantes et actives au fil des générations, et ce, en dépit des événements récents, si bien que le pays est capable d'insuffler une énergie positive au changement, même en période de crise et de difficultés.

83. Grâce à de nombreuses réformes et politiques socioéconomiques visant à renforcer les institutions et les infrastructures, la République arabe syrienne a mis en œuvre des programmes ciblés pour venir en aide aux membres de divers groupes sociaux, notamment les personnes handicapées, les jeunes et les personnes âgées, et pour garantir un développement durable et équilibré. Malgré l'application de mesures unilatérales, illégales et illégitimes, qui comptent parmi les problèmes et les menaces auxquels sont confrontés les Syriens et les peuples du monde entier, en particulier les groupes marginalisés, et malgré les répercussions de la guerre terroriste contre la République arabe syrienne, cette dernière reste déterminée à fournir des services de base aux citoyens, en particulier dans le domaine du développement social. Le Gouvernement a renforcé les trois piliers de son système de sécurité sociale pour garantir des prestations aux membres des groupes les plus vulnérables. Le pays a également mis en place une aide au développement qui a favorisé l'inclusion sociale des personnes indigentes.

84. Toutefois, les questions à l'examen appellent une action solidaire aux niveaux national et international, afin d'instaurer des conditions propices au développement social. Israël continue d'occuper le plateau du Golan syrien, d'imposer des mesures unilatérales coercitives et d'appuyer le terrorisme. Ce comportement, qui contrecarre les efforts de la communauté internationale, entrave la capacité des

institutions syriennes de réaliser les objectifs de développement durable.

85. **M. Barro** (Sénégal) déclare que les mesures prises pour réduire les inégalités sociales et parvenir à l'inclusion à tous les niveaux de la société sont plus que nécessaires pour réaliser l'objectif d'élimination de la pauvreté. Ces mesures sont au cœur de l'action menée par le Gouvernement sénégalais. Le Sénégal a adopté un plan en faveur du capital humain, de la protection sociale et du développement durable, dont la mise en œuvre devra être achevée d'ici 2035. En 2019, ce plan a permis de consolider les acquis, de renforcer les programmes sociaux et de lancer des initiatives dans des domaines tels que les soins de santé universels et les services de santé publique, le financement des petites et moyennes entreprises, l'autonomisation des femmes, des jeunes et des personnes handicapées, l'aide aux personnes âgées et la création d'emplois dans les zones rurales.

86. Pour atteindre l'objectif de développement durable n° 4, les États doivent entreprendre une action de grande envergure dans le domaine de l'éducation et de la formation et mener une réflexion sur la manière dont le système éducatif dans son ensemble peut contribuer à la réalisation des objectifs fixés pour 2030. Le Sénégal a déjà enregistré une amélioration de la parité des sexes dans l'enseignement primaire et secondaire, et son programme d'alphabétisation et d'apprentissage des métiers a pour objectif principal de réduire le taux d'analphabétisme au sein des populations rurales et féminines. Au vu de la nécessité de renforcer la coopération internationale en faveur du développement social, en accordant une attention particulière à l'accès universel et équitable à l'éducation et aux soins de santé primaires, le Gouvernement sénégalais a rappelé aux donateurs de respecter les engagements pris lors de la Conférence de reconstitution du fonds du Partenariat mondial pour l'éducation, tenue à Dakar en février 2018.

87. **M^{me} Alnesf** (Qatar) dit que son pays a adopté des stratégies centrées sur les droits humains, ainsi que des procédures et mesures législatives et exécutives visant à permettre à tous les groupes sociaux de profiter des avantages du développement. Dans ses politiques de développement national, régional et international, le Qatar donne la priorité à l'éducation et à l'emploi, des domaines qui revêtent une importance cruciale à l'égard du développement durable, de l'élimination de la pauvreté et de la lutte contre l'extrémisme chez les jeunes. Par ailleurs, le pays accueillera en 2020 le deuxième Colloque international sur la participation des jeunes aux processus de paix.

88. Par l'intermédiaire de diverses fondations, le Qatar a fourni une éducation de qualité à des millions d'enfants et de jeunes dans le monde, en particulier dans les zones touchées par des conflits et des catastrophes naturelles, et a lancé de nombreuses initiatives pour lutter contre le chômage des jeunes en leur offrant des ressources et des emplois. L'un de ces programmes, coordonné avec l'Organisation mondiale de la Santé, vise à créer près de 2 millions d'emplois dans le secteur de la santé en Afrique d'ici 2022. Il a été évoqué lors d'une manifestation sur la couverture sanitaire universelle, organisée en marge du débat de haut niveau de l'Assemblée générale, à l'occasion de la Journée internationale des personnes âgées. Le Qatar a établi une législation pour garantir l'accès des personnes âgées aux services et l'intégration sociale des personnes handicapées, et il tient compte des besoins, des droits et des préoccupations de ces groupes dans ses stratégies nationales. Le Gouvernement qatarien se réjouit d'accueillir en décembre 2019 la Conférence internationale sur le handicap et le développement, dont les résultats contribueront à enrichir le débat international sur l'association des personnes handicapées à l'action en faveur du développement durable et à garantir que ces personnes ne seront pas laissées de côté.

89. La famille étant le fondement de la société, le Qatar continue d'agir pour atteindre les objectifs de l'Année internationale de la famille, en facilitant les négociations à ce sujet et en apportant un appui financier au Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) pour la période 2019-2020. Le Gouvernement qatarien reste déterminé à poursuivre ses efforts pour favoriser le développement social aux niveaux national, régional et international, au bénéfice de tous.

90. **M^{me} Calem-Sangiorgio** (Monaco) déclare que la contribution des personnes âgées à la société est inestimable, car elles jouent un rôle important en matière d'autorité, de transmission des traditions culturelles et de résolution des conflits. Toutefois, les personnes âgées sont aussi vulnérables et nombre d'entre elles sont victimes de discrimination, de maltraitance ou même de violence, en particulier les femmes, qui ont tendance à vivre plus longtemps que les hommes. Or, moins de 1 % des milliers de recommandations sur la discrimination adoptées par les organes de l'ONU concerne les personnes âgées.

91. Avec une espérance de vie parmi les plus élevées au monde, Monaco a une longue tradition de protection, de soins et d'inclusion à l'égard des personnes âgées. Depuis 1949, une allocation nationale de vieillesse leur assure un revenu mensuel minimum. La Principauté a récemment adopté un plan national d'accompagnement

du vieillissement et de la prise en charge de la dépendance, qui a pour priorités la qualité de vie et le vieillissement à domicile. Parmi les autres mesures prises à Monaco figurent la revalorisation des tarifs des prestataires de services, la mise en œuvre d'une procédure de signalement et la poursuite d'une réflexion autour de solutions pour le maintien à domicile, comme l'installation de téléalarmes reliant les foyers à la compagnie des sapeurs-pompiers 24 heures sur 24, un service quotidien de livraison de repas personnalisés et la mise à disposition d'aides au foyer et d'auxiliaires de vie. Monaco a également créé un système de transport pour les personnes à mobilité réduite et offre des cartes de bus gratuites aux résidents de plus de 60 ans. La Principauté veille également à ce que des places soient réservées aux personnes dépendantes dans les institutions d'accueil, et des établissements supplémentaires sont en cours d'adaptation pour répondre à l'évolution des besoins.

92. Dans son rapport sur la mise en œuvre du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement pour la période 2012-2017, le pays a indiqué qu'il avait suivi l'intégralité des orientations prioritaires, que ce soit en matière d'inclusion sociale, économique, culturelle et politique, de lutte contre la marginalisation ou de promotion de la santé physique et mentale et du bien-être.

93. **M^{me} Wójcik** (Pologne), s'exprimant en tant que déléguée de la jeunesse, rappelle que l'année 2019 marque le trentième anniversaire de l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant et que le soixante-quinzième anniversaire de la fondation de l'ONU sera célébré en 2020. À ces deux occasions, la communauté internationale doit trouver l'élan nécessaire pour redoubler d'efforts en matière de protection et de promotion des droits des enfants et des jeunes.

94. Les jeunes demeurent très préoccupés par la persistance des inégalités, le manque d'options en matière d'éducation et la restriction de l'espace d'expression sociale en Pologne, où le poids accordé aux aspects matériels de la croissance économique a eu une incidence négative sur leur qualité de vie, l'exercice de leurs droits humains et leurs perspectives de promotion sociale. En l'absence de financements adéquats et d'information, les écoles des petites villes et des villages sont moins disposées à participer à des projets internationaux et les élèves désireux de faire des études supérieures n'ont pas connaissance des possibilités à cet égard. Le manque de transports publics entre les villes et les zones rurales entrave également l'accès des jeunes ruraux aux établissements d'enseignement. Les systèmes de gouvernance locaux,

les États Membres et la société civile devraient s'efforcer d'exploiter au maximum les avantages potentiels de l'urbanisation au bénéfice des économies rurales et de réduire les inégalités au sein des pays et entre eux.

95. Les systèmes éducatifs modernes du monde entier doivent proposer des cours d'éducation civique et d'initiation aux droits humains et encourager une participation sociale accrue afin d'empêcher la radicalisation des jeunes, en particulier parmi les groupes marginalisés qui subissent des formes de discrimination croisée et de mauvais traitements. Sachant que les jeunes représenteront plus de la moitié de la population mondiale d'ici 2050, et bien que le nombre d'organisations et de conseils de jeunes dans les structures administratives régionales et nationales ne cesse de croître, il importe que les dirigeants et les décideurs politiques du monde entier établissent des garanties juridiques et institutionnelles adéquates pour que les opinions des jeunes soient non seulement entendues mais aussi comprises et prises en compte dans les processus décisionnels.

96. Comme les problèmes liés aux inégalités structurelles, au manque d'options d'éducation et à la faible participation des jeunes se manifestent dans le monde entier, il faut faire davantage pour garantir les droits et répondre aux besoins des jeunes vivant dans des zones de conflit armé, notamment en les faisant participer à toutes les phases de la consolidation de la paix et du renforcement de la résilience. L'accès à l'éducation et les perspectives sociales sont tout aussi indispensables à la réalisation des objectifs de développement durable. Les jeunes incarnent l'avenir, et leurs droits et opinions doivent être pris en compte dès aujourd'hui.

97. **M. Chekeche** (Zimbabwe) déclare que son pays reste attaché à la mise en œuvre du programme de développement social, comme en témoigne sa décision d'intégrer les objectifs de développement durable à ses priorités et programmes nationaux de développement. Le Zimbabwe a adopté diverses mesures pour atteindre les objectifs consistant à ne laisser personne de côté et à aider en premier lieu les personnes les plus défavorisées. Par exemple, il a mis en place un programme de réforme agraire assorti de quotas de propriété pour les femmes, ainsi que des programmes de partenariat pour les jeunes, qui ont contribué à améliorer la sécurité alimentaire, à créer des emplois et à favoriser la commercialisation des produits agricoles. Il a ouvert des centres administratifs de coordination et a mis en place des programmes d'apprentissage pour rationaliser le développement et l'autonomisation des jeunes et réduire leur taux de chômage. En 2018, le droit à un enseignement primaire

et secondaire de base financé par l'État a été approuvé pour tous les enfants, ceux vivant avec un handicap bénéficiant de dispositions spéciales. Le Zimbabwe a également introduit une taxe pour mobiliser des ressources financières en faveur de son programme national de lutte contre le sida. Ce modèle de prise en charge du traitement du VIH et du sida sert d'exemple à d'autres pays.

98. En juin et juillet 2018, le Gouvernement a lancé le concept des banques spécialisées pour promouvoir l'inclusion financière et l'autonomisation des femmes et des jeunes. En outre, divers régimes de sécurité sociale et programmes de transfert en espèces pour les retraités, les personnes âgées et les personnes handicapées, ainsi que pour les orphelins et les ménages dirigés par un enfant, fournissent un appui essentiel aux membres vulnérables de la société. L'égalité des genres étant une priorité constitutionnelle fondamentale, le Zimbabwe contrôle la mise en œuvre des lois et des politiques relatives au genre et le respect des normes internationales en la matière. Le pays a notamment adopté une nouvelle législation interdisant le mariage d'enfants et permettant aux élèves enceintes de terminer leur scolarité après avoir accouché. Le Zimbabwe reste disposé à partager son expérience et ses pratiques exemplaires avec les autres États Membres.

La séance est levée à 18 heures.